Trimestriel - septembre-octobre-novembre - n° 139 Numéro de CCPAP : 0121 S 07616 Directrice de la publication : Denise DE MONTE Le numéro : 0,30 € - Abonnement : 20 € mprimerie spéciale FSU - 12 rue du colonel RÉMY, 14000 CAEN



CAEN PIC

LA POSTE

DISPENSE DE TIMBRAGE

Fédération Syndicale Ur /fsu14.fsu.fr/ - Tél : 02 31 86 29

12 rue du Colonel Rémy, 14000

Bulletin de la section du

Déposé le 07 octobre 2020

Un mois après la rentrée, beaucoup d'écoles et de classes sont d'ores et déjà fermées avec cette logique du « cas par cas .» Décidées selon une procédure avec beaucoup d'intervenants, les fermetures de classe échappent au contrôle du rectorat et des DSDEN, réduits à veiller aux mesures de prévention et de continuité pédagogique. Freinée par un ministre omniprésent cet été dans les médias et répandant partout que la rentrée comme l'année, seraient « normales », la répartition des rôles a tardé autant que les protocoles spécifiques publiés à la veille de la rentrée. Force de constater que ce déni est de plus en plus démenti par les faits, la circulation du virus est de plus en plus importante et les règles sanitaires deviennent plus drastiques dans la vie courante. Au contraire à l'école, pour maintenir la « normalité » le protocole s'allège.

Comme nous l'avons dénoncé aux CHSCT académique et départemental (voir sur le site de la FSU14) nos autorités de tutelle sont dans une irresponsabilité coupable. En effet, les masques sont à la charge des familles, le brassage des élèves autorisé notamment pour permettre la mise en place de la réforme des lycées, le manque de sanitaires dans beaucoup d'écoles et d'établissements du secondaire demeurent des angles morts de ce début d'année. Enseignant·e·s, infirmier·e·s, assistant·e·s sociales, agent·e·s des collectivités et de l'État, personnels de direction pour le secondaire sont confronté·e·s à des situations souvent insolubles et à de multiples impératifs contradictoires (voir pages intérieures.) Ces problématiques sont portées haut et fort par les syndicats de la FSU, elles mettent en lumière des choix politiques contestables dont les conséquences sur le terrain sont encore plus intenables avec les risques de contamination, effectifs surchargés, brassage des élèves, des bâtiments scolaires qui souffrent parfois de sous-investissement des collectivités, familles les plus précaires oubliées du plan de relance dont les milliards se déversent sans aucune contrepartie dans les entreprises.

Aucun programme n'a été réaménagé. Aucun moyen n'a été dégagé pour recruter. Les collègues trancheront ce qui sera possible de faire cette année. Une nouvelle fois, seul·e·s. Pour résorber les retards, le ministre n'actionne que le « hors-la-classe » peu coûteux avec des heures supplémentaires pour « devoirs faits » et l'Accompagnement pédagogique à l'efficacité marginale.

.../... (suite page 2)

#### .../... Fin de l'édito

Entre les États généraux du numérique éducatif et le Grenelle des professeurs, le ministre s'apprête à vampiriser les médias ces prochains semaines pour s'exprimer sur des rémunérations individualisées pour des missions supplémentaires et la transformation des pratiques professionnelles par le numérique. Clairement, le Grenelle des professeurs n'en a que le nom, la revalorisation du métier d'enseignant-e-s n'étant pas à l'ordre du jour. La logique est toujours la même, individualiser les rémunérations par l'augmentation de l'indemnitaire au détriment du salaire fixe.

Face à ça, la FSU porte la revendication du dégel du point d'indice pour l'ensemble de la fonction publique. Cette revendication est unifiante, les nécessaires revalorisations des grilles indiciaires des métiers de la fonction publique ne seront pérennes si chaque année la valeur du point d'indice perd du pouvoir d'achat. Faut-il rappeler que cette perte depuis le début des années 2000 s'élève à 17 %?

La journée interprofessionnelle du 17 septembre pour l'emploi, les salaires et l'abandon de la réforme des retraites malgré des réalités difficiles de mobilisation dans le contexte a permis de faire entendre la voix des agent e s de la fonction publique et plus largement de l'ensemble des salarié·e·s. La FSU dans le cadre du collectif « Plus jamais ça » dénonce le maintien de cette orientation économique et sociale délétère malgré les promesses de réinventions pendant le confinement du pouvoir. Le plan de relance ne fait en réalité que répondre aux demandes du ME-DEF, sans répondre aux urgences sociales que connaît le pays et à la nécessaire bifurcation écologique. Soyons clair, ce n'est pas un plan en faveur de l'emploi... le premier ministre s'est en effet contenté de demander timidement au patronat... 126000 emplois et leur donne... 100 milliards en échange! Nicolas Béniès en fait l'analyse dans nos pages, et nous vous invitons à débattre des 34 mesures du Plan de sortie de crise du Collectif plus jamais ça, le jeudi 13 octobre à 18 heures à la Maison des syndicats à Caen.

## Relancer, relancer ... Qu'en restera-t-il ?

Le Premier ministre a annoncé un plan de relance de 100 milliards financé en partie par l'Union Européenne. Du jamais vu depuis les années 1980 qui avait vu triompher les dogmes des économistes néo-classiques, notamment l'équilibre des finances publiques passant par les politiques d'austérité de baisse des dépenses publiques tout en diminuant les impôts pour les plus riches et les entreprises. Du jamais vu non plus du côté de la construction européenne incapable de proposer des politiques communes même dans le contexte de la crise systémique ouverte en 2007-2008.

Il a fallu un virus et la pandémie pour commencer à changer la donne. La pandémie a révélé, accéléré et approfondi toutes les failles de nos sociétés capitalistes. La crise économique est apparue au grand jour. L'INSEE prévoit pour l'année 2020, une baisse du PIB – l'indicateur de la création de richesses – de 9%, un résultat qui pourrait être revu à la baisse. C'est une dépression, une récession profonde en d'autres termes.

Le chômage explose. Les faillites notamment des petites et moyennes entreprises sont quasiment programmées. Les restructurations des secteurs clés de l'économie française comme l'aéronautique ou l'automobile et bien d'autres qui profitent de l'effet d'aubaine - comme Bridgestone à Béthune - avivent encore les suppressions d'emploi. La crise sociale menace.

Le gouvernement français a décidé d'une forte allocation de chômage partiel pour limiter cette montée. Pour combien de temps ? Avec son plan, il table sur la création de 160000 emplois. Rapporté aux sommes mises en jeu c'est peu et sûrement pas suffisant pour faire face à l'arrivée sur le marché du travail des jeunes. L'INSEE fait état de la suppression de prés de 715000 emplois pour le premier semestre de cette année.

Dans le même mouvement, les précaires, les travailleurs « au noir » se voient abandonner sans possibilité de se faire entendre, véritables invisibles de cette société qui a besoin de ces premiers de corvée. La pauvreté, la misère progressera si les gouvernements ne sont pas capables de créer les emplois de demain.

Plan de relance ? Les mesures du gouvernement prennent trop en compte les demandes du Medef qui fait preuve d'un aveuglement total sur le changement de contexte. La crise économique, doublée bientôt d'une crise financière – l'endettement des entreprises a atteint des sommets – suppose d'imaginer un nouveau monde. Le patronat français reste bloqué sur l'ancien monde. Il veut une diminution des impôts, des subventions de l'État sans condition tout en augmentant le temps de travail de ceux et celles qui ont un emploi.

La relance, supposerait d'abord d'augmenter les salaires. Le « choc de la demande » est vital pour donner un coup de fouet à la production. La création d'emplois dans les services publics est l'autre nécessité que la pandémie a révélée comme celle de rompre avec les critères du privé. Sortir du marché, de la marchandisation fait partie d'une véritable politique de relance reposant sur les intérêts du plus grand nombre. La santé, l'école notamment ont besoin d'investissement pour aussi protéger de la pandémie. Les mutations climatiques, la crise écologique qui exercent leurs effets de manière de plus en plus visibles conduisent à l'urgence de dépenses publiques importantes, planifiées, pour commencer à répondre à ces impératifs.

Le plan de relance du gouvernement montre qu'il est resté dans un entredeux. L'austérité, la hantise de l'augmentation de la dette publique ont quasi – momentanément ? – disparues. Reste la volonté non démentie de baisser le coût du travail pour augmenter les profits alors que la crise économique sévit. Une politique suicidaire qui ne permettra pas de sortir des crises – il faudrait ajouter la crise politique.

Les explosions sociales risquent de marquer de leur sceau les mois qui viennent...

Jérôme Adell Nicolas Béniès

# Rentrée 2020 dans les collèges et les lycées : entre mépris et improvisation

a négation des faits semble constituer le principal mode de communication du ministère de l'éducation nationale, communication d'ailleurs largement relayée, avec une grande complaisance, par les médias dominants. Cette rentrée, quoi qu'on puisse entendre sur les ondes et dans les discours officiels, aura été l'une des pires. Sur le plan sanitaire d'abord, où la méthode ministérielle a principalement consisté à adapter les mesures à l'absence de moyens. Ainsi, puisqu'il était impossible de garder ses distances dans une salle de classe, le ministère a donc décrété que la prise de distance n'était pas nécessaire quand on portait le masque (ce masque qu'il était inutile de mettre quelques mois plus tôt tout simplement parce qu'on n'en avait pas en nombre suffisant). Puisqu'il s'agissait de placer tous les professeurs devant les élèves, le ministère a donc décidé que certaines personnes à risque ne l'étaient plus vraiment (du moins quand elles enseignaient ou étaient fonctionnaires) sortant ainsi de sa liste un certain nombre de pathologies qui, quelques mois avant, justifiaient la mise en place d'un travail à distance. Une telle incurie sur le plan sanitaire, une telle improvisation, alors même que la situation actuelle était largement prévisible, ont laissé l'ensemble de la profession démunie face au risque sanitaire. C'est pourquoi la permanence du SNES a très souvent été sollicitée sur ces questions. À cette situation inédite s'ajoutent les effets délétères des baisses de DHG et la



catastrophe pédagogique de la réforme du lycée (catastrophe ignorée par des médias concentrés sur la seule crise sanitaire). Alors même que les effectifs des classes des lycées n'ont jamais été aussi élevés (la norme est à 35 voire 36 élèves par classe), le brassage des élèves dans les spécialités ne laisse de poser des problèmes : il rend difficile, sur le plan pédagogique, la dynamique de groupe propre à une classe constituée, il complique inutilement les emplois du temps, rend quasi impossible la fonction de professeur principal pour les enseignants des disciplines de spécialité (il y a donc des classes sans professeur principal), et, enfin, constitue une ineptie sur le plan sanitaire (puisque, de fait, la plupart des élèves d'un même niveau se côtoient en cours à une heure ou une autre de la journée). À cela s'ajoutent une baisse importante des horaires dans certaines disciplines et un alourdissement considérable des services. Quand on sait, en même temps, que les collèges n'ont, quant à eux, jamais récupéré les heures perdues ces dernières années, que les conditions d'enseignement y demeurent ainsi particulièrement dégradées, que, partout, l'évaluation permanente devient la règle (tests divers, E3C ...), on ne peut dès lors conclure qu'au mépris de l'institution vis-à-vis des enseignants et des élèves et à la nécessité impérieuse de s'unir pour résister à cette politique de démantèlement de l'éducation nationale.

Thomas CHABIN (co-secrétaire départemental du SNES)

### Dans les écoles, le virus ne passe pas !

Rentr

e protocole ne s'adapte pas à la situation sanitaire mais à la situation économique. Il s'allège, les instits resteront dans les classes quel que soit le nombre de cas covid autour d'eux. Il faut bien que les parents puissent travailler, que leurs enfants soient gardés. Les politiques l'affirment : les enfants ne contaminent pas les adultes. On nous rassure, ils sont contagieux entre eux, développent plutôt des formes bénignes et surtout le virus s'arrête à leurs petites mimines et à

contagieux entre eux, développent plutôt des formes bénignes et surtout le virus s'arrête à leurs petites mimines et à leur nez qui coule : la classe doit avoir un effet antiseptique naturel ou l'enseignant-e des supers pouvoirs. Pourtant dans le Calvados, la situation s'est rapidement dégradée dès la rentrée : classes fermées, enseignant-es non remplacée-es, pression sur certains – en isolement- pour qu'ils aillent travailler. Des élèves ont perdu une semaine de cours ou plus. Le nombre de classes fermées est tabou, secret défense. Mais Blanquer pourra l'assurer sur BFM : oui, la rentrée s'est bien passée, tous les écoliers sont revenus, jamais son ministère n'aura donné autant de moyens.

En fait une grande partie des remplaçant-es est mobilisée pour intervenir auprès d'élèves repérés en difficulté lors du confinement. Il aura fallu attendre la Covid pour que le paquet soit mis sur ces élèves, pourtant repérés bien avant la crise sanitaire. Au plus vite, des moyens doivent être accordés pour permettre à la fois une protection sanitaire maximum et à la fois le plus de continuité scolaire possible. Cela passe notamment par des recrutements via les listes complémentaires afin de mettre des moyens humains sur le terrain à la hauteur de la situation. Sur un plus long terme, si le confinement a exacerbé les inégalités scolaires, elles ne datent pas d'hier. Depuis des années la FSU et le SNUipp réclament un effort budgétaire en conséquence et une reconnaissance du travail des enseigant·e·s.

### Pour le monde d'après : 34 mesures pour un plan de sortie de crise à imposer par nos mobilisations

Réunion publique 13 octobre à 18 heures Maison des syndicats 12, rue du colonel Rémy 14000 CAEN



n mai, 20 organisations associatives et syndicales publient, au niveau national, un plan alternatif de sortie de crise. Dans un document détaillé de 24 pages, les organisations signataires défendent et mettent en débat 34 mesures pour répondre de concert aux enjeux sanitaires, sociaux, économiques et écologiques auxquels font face nos sociétés : assurer la protection sanitaire des populations sur les lieux de travail et dans la cité, satisfaire les revendications sociales urgentes, assurer l'égalité notamment entre les hommes et les femmes, réformer en profondeur la fiscalité, réorienter l'économie en s'attaquant aux causes du changement climatique, pour répondre aux besoins sociaux dans le respect des contraintes environnementales et en créant de nouveaux emplois...

Réunis localement dans le collectif « Le Jour d'après » en référence à cette initiative nationale, nous appelons celles et ceux qui veulent un autre monde à se réunir pour en débattre et organiser ensemble les combats nécessaires pour ne plus subir les crises sanitaires, sociales, environnementales qui s'enchaînent.

D'ores et déjà, nous soutenons les mobilisations organisées en cette rentrée allant dans ce sens. Nous sommes pleinement investis dans leur préparation : le 17 septembre, journée de grève, d'actions et de manifestations, puis les 25 et 26 septembre pour « changer le système, pas le climat ». D'autres suivront.

Nous sommes convaincu·e·s qu'il n'y aura pas de changement sans mobilisations importantes. À nous, ensemble, de les préparer !

#### Venez en débattre avec nous !

Le collectif national « Plus jamais ça» regroupe à ce jour plusieurs organisations : Action Aid, Alternatiba, ANV-COP 21, Attac, CGT, Confédération paysanne, Convergence nationale des services publics, Droit Au Logement, Fondation Copernic, FSU, Greenpeace France, Notre Affaire à Tous, Les Amis de la Terre, Oxfam, Reclaim Finance, Solidaires, UNEF, UNL, Youth for Climate France, 350.org et localement Extinction Rébellion.